

LE PASSÉ SECRET DE GRANDS INTELLECTUELS

Uriage, l'école des cadres de la Collaboration



La Collaboration et l'implication des droites dans le régime de l'État français font l'objet d'interprétations historiques controversées. Des historiens comme Raymond Aron ou René Rémond se sont efforcés de développer le concept d'une « *immunité française au fascisme* ». Cette thèse, qui répondait à une nécessité politique dans le contexte de la réconciliation nationale, est aujourd'hui remise en cause par les chercheurs. On découvre ainsi le rôle de l'école d'Uriage, qui fut le laboratoire idéologique de la Révolution nationale de Philippe Pétain et dont sont issus de nombreux intellectuels de l'après-guerre comme Hubert Beuve-Méry, fondateur du quotidien *Le Monde*, ou Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit*.

page 2

Woodward porte-parole de Powell

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Sidney Blumenthal observe que pour obtenir les informations qu'il relate dans son dernier livre, Bob Woodward devait être renseigné par Colin Powell. L'ouvrage nous apprend donc ce que Powell pense de l'équipe dans laquelle il travaille, de son idéologie et de ses méthodes, au point de désigner les néo-conservateurs qui gravitent autour du vice-président Dick Cheney comme le " « Bureau de la Gestapo ». Une analogie qui ne doit rien à la dérision.

page 8

REPÈRE : 26 AVRIL 1986

Tchernobyl explose l'URSS

En Ukraine, près de Kiev, la centrale nucléaire de Tchernobyl explose, suite à des erreurs de manipulation. Le couvercle du réacteur saute, projetant 5 tonnes de combustible radioactif dans l'atmosphère. Les vents répandent cette pollution sur l'Europe. Parmi les 650 000 « liquidateurs » ayant participé au nettoyage de la centrale, plus de 10 000 mourront d'irradiation. 30 000 sont invalides à vie. En URSS, 5 millions de personnes sont exposées aux radiations dont 1 700 000 gravement irradiées. Pour le tout nouveau leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, c'est l'occasion de tester la nouvelle « transparence »... une politique d'ouverture qui conduira à la dissolution de l'URSS quatre ans plus tard. Pour Andreï Sakharov « *Tchernobyl a été le déclencheur de la fin du soviétisme* ».

(Photos de la zone radioactive aujourd'hui) ■



SONDAGE DE GUERRE

Un sondage Ipsos pour Associated Press évalue les opinions des électeurs états-unis à propos du terrorisme et de la guerre au terrorisme (dont fait partie la bataille d'Irak). 50% des sondés se disent plutôt inquiets de ce que les terroristes puissent être en train de gagner la guerre, un cinquième d'entre eux pense même qu'ils y sont déjà parvenus. Les deux tiers pensent que les terroristes recrutent plus rapidement et qu'un nouvel attentat, comparable à celui du 11 septembre 2001, aura lieu avant les élections de novembre. Dans cette perspective, ils sont 49% à penser que George W. Bush a eu tort de s'engager en Irak, mais ils ont 53% à penser qu'il est le bon président pour assurer la sécurité du pays ; qualité qu'ils ne sont que 37% à reconnaître à John Kerry. En d'autres termes, un nouvel attentat aux États-Unis profiterait grandement à George W. Bush. ■

Le passé secret de grands intellectuels

Uriage, l'école des cadres de la Collaboration

La Collaboration et l'implication des droites dans le régime de l'État français font l'objet d'interprétations historiques controversées. Des historiens comme Raymond Aron ou René Rémond se sont efforcés de développer le concept d'une « *immunité française au fascisme* ». Cette thèse, qui répondait à une nécessité politique dans le contexte de la réconciliation nationale, est aujourd'hui remise en cause par les chercheurs. On découvre ainsi le rôle de l'école d'Uriage, qui fut le laboratoire idéologique de la Révolution nationale de Philippe Pétain et dont sont issus de nombreux intellectuels de l'après-guerre comme Hubert Beuve-Méry, fondateur du quotidien *Le Monde*, ou Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit*.



En abrogeant la République et en proclamant l'État français [1], Philippe Pétain n'ouvre pas « *une parenthèse dans l'histoire* » [2], mais place au pouvoir des factions actives de la droite française avides de prendre leur revanche aussi bien sur la gauche du Front populaire que sur 1789. Les anciens combattants de la Première Guerre mondiale, les traditionalistes, les insurgés du 6 février 1934 et les « *techniciens* » [3], en rupture avec le parlementarisme, se disputent les postes politiques. Mais l'État français n'est pas seulement le théâtre d'une confiscation du pouvoir, il est aussi porteur d'un projet idéologique, la Révolution nationale. Cette formule doit en fait être comprise comme désignant

une forme de nationalisme contre-révolutionnaire qui entend balayer les acquis de la Révolution universaliste de 1789.



Le blason de l'école d'Uriage

Le « maréchal » Pétain [4] confie aux traditionalistes l'Éducation nationale et les mouvements de la Jeunesse : les Chantiers de la jeunesse sont placés sous la responsabilité du général La Porte du Theil, tandis que Georges Lamirand devient secrétaire à la Jeunesse.

Philippe Pétain cherche également à créer une structure élitiste capable de former les cadres de la Révolution nationale. Ce sera la communauté d'Uriage. Ce fief des traditionalistes offrira vite une légitimité intellectuelle au régime grâce à la participation du philosophe personnaliste Emmanuel Mounier et de ses disciples. Le « maréchal » en nomme directeur le capitaine Pierre-Dominique Dunoyer de Segonzac.

Histoire de l'école des cadres d'Uriage

Ce choix n'est pas le fruit du hasard : de Segonzac, comme Pétain, est un traditionaliste ; il a adhéré à la doctrine de Lyautey [5], diffusée dans les « cercles sociaux », auxquels il a appartenu dans les années 1930. Il s'agissait de réunions d'officiers, disciples de Lyautey, organisées par les capitaines de La Chapelle, de Virieu [6] et Huet. Pour les disciples de Lyautey, les officiers doivent « *entrer dans la troupe* » pour convaincre les soldats de la nécessité de construire un mouvement politique, à la fois catholique et social.

L'appartenance à ce réseau explique les rapports privilégiés que de Segonzac entretient avec Lamirand et La Chapelle (qui le convoque à Vichy).

En mai-juin 1940, Segonzac participe à la bataille de France ; il assiste impuissant à la déroute de son escadron de chasse. Il s'enfuit et se rend en Dordogne ; c'est à Mussidan qu'il apprend les conditions de l'Armistice du 22 juin. Il accepte sans hésiter l'autorité du « maréchal » Pétain qui installe son gouvernement à Vichy le 2 juillet 1940. Le commandant La Chapelle, désormais affecté au secrétariat d'État à la Jeunesse, l'invite à Vichy afin de lui confier la mission de la créer une école chargée de former des jeunes chefs favorables au nouveau régime. De Segonzac organise l'école des cadres à la Faulconnière. Fin 1940, l'équipe s'installe définitivement dans le Château de Bayard à Uriage [7].

Uriage a deux fonctions : d'une part, dans le contexte d'une débâcle militaire, le gouvernement de Collaboration tente de maintenir l'ordre en prévenant toute tentative de reprise de la lutte armée. Ainsi, les Chantiers de la jeunesse, secondés par Uriage, prennent en charge les jeunes démobilisés. D'autre part, l'école des cadres doit servir de laboratoire idéologique.

Les stages permettent de sélectionner les jeunes chefs qui se voient attribuer, en fonction de leur mérite et surtout de leur fidélité au « maréchal », des postes de commandement aux Chantiers de la jeunesse, dirigés par le Général La Porte du Theil [8]. Ils ont pour but explicite la pacification des soldats démobilisés. On y marche au pas, on y porte l'uniforme, mais pas les armes. L'« *entraide*

nationale des jeunes » constitue un moyen de les surveiller et de les encadrer pour éviter qu'ils ne prennent les armes contre la puissance occupante.

Le 20 octobre 1940, l'école reçoit la visite de Pétain, de Georges Lamirand, secrétaire de la Jeunesse, et de Georges Ripert, ministre de l'Éducation nationale. L'inspection se déroule sans incident, il faut dire que Segonzac voue un culte absolu au « maréchal ». Il recevra d'ailleurs la Francisque, décoration créée en 1941 par le Chef de l'État français pour récompenser ses fidèles. Le journal de l'école, *Jeunesse France*, salue ainsi le visiteur : « *Combien nous nous sommes sentis plus unis, plus forts, après ces minutes qui compteront parmi les plus belles de notre vie. Quelle reconnaissance nous avons pour vous, Monsieur le Maréchal, car votre présence à la Faulconnière, en ce dimanche paisible et radieux d'automne, a donné tout son poids, toute sa gravité à notre serment* ». Pour Segonzac, la fidélité au « maréchal » constitue une règle de base qui lie les membres de l'école, même si les opposants, notamment les gaullistes comme l'abbé de Naurois, sont encore tolérés au sein de la communauté. Uriage repose sur un jeu d'alliances objectives entre des groupes d'intellectuels qui veulent tirer profit de la mise en place du nouveau régime. Leur stratégie opportuniste explique le manque de cohérence de idéologique et l'empressement avec lequel les membres d'Uriage se rangeront dans le camp états-unien lorsque le vent tournera.

La Collaboration idéologique avec le Reich

La communauté d'Uriage obéit à un ensemble de règles correspondant à la philosophie politique, catholique et autoritaire, du « *vieux chef* ». Les Cercles sociaux qui rassemblaient, durant les années 30, des officiers désirant briser l'isolement de l'armée ont sensiblement influencé l'esprit d'Uriage.

L'organisation de la Jeunesse est conçue comme une mission militaire, religieuse et historique [9]. Les valeurs principales d'Uriage sont le sens de l'honneur, la foi et le « *loyalisme absolu* » envers le « maréchal ». Segonzac veut former, conformément aux exigences de Vichy, un « homme total » disposant d'aptitudes techniques mais aussi d'un « sens du spirituel », « un sens de l'honneur » et « un sens de la Patrie », une élite traditionaliste au service de la Révolution nationale.

Le programme de formation intellectuelle comprend l'étude des trois auteurs désignés comme « *les Maîtres de la politique française* » : Maurras pour la monarchie, Péguy pour la critique du parlementarisme et Proudhon pour le traditionalisme [10].

La formation des stagiaires est assurée par un Bureau d'études comprenant Joffre Dumazedier, Louis Lallemand, Bertrand d'Astorg et Hubert Beuve-Méry [11]. Sous la direction du « *vieux chef* », ces intellectuels vont tenter de mettre en forme la philosophie de la Révolution nationale. Parmi les dirigeants de l'école, on trouve aussi André Voisin, futur leader du mouvement fédéraliste européen.

Fin 1940, l'école organise un colloque réunissant les différentes factions de l'intelligentsia proches d'Uriage. Emmanuel Mounier et Jean Lacroix, les



Hubert Beuve-Méry

fondateurs de la revue *Esprit* ; Jean-Jacques Chevallier, professeur de droit à la faculté de Grenoble ; Michel Dupouey du Secrétariat général à la Jeunesse ; Henri Massis, de *La Revue universelle* ; et d'autres encore y participent. Une forte opposition surgit entre Mounier et Massis. Le premier est le fondateur du personnalisme. Il défend une doctrine catholique et sociale fondée sur le primat de l'individu et dénonçant la massification. Le

second est un maurassien. Ce conflit idéologique est un conflit de pouvoir pour le contrôle d'Uriage et de l'accès au « maréchal ». Beuve-Méry, dans un article intitulé « Révolutions nationales, révolution humaine » [12], publié dans *Esprit* en 1941, déclare : « *Il faut à la révolution un chef, des cadres, des troupes, une foi, ou un mythe. La Révolution nationale a son chef et, grâce à lui, les grandes lignes de sa doctrine. Mais elle cherche ses cadres* ».

Les girouettes suivent le vent

Malgré la protection quasi-officielle du « maréchal », l'équipe d'Uriage est la cible de nombreuses critiques émanant du gouvernement (les rapports avec l'amiral Darlan, vice-président du Conseil, sont plus que conflictuels). Le 17 février 1941, Segonzac reçoit des instructions précises : il est sommé de se séparer de Mounier et de l'abbé de Naurois. Ce dernier est finalement remercié par Hubert Beuve-Méry et Segonzac ; l'abbé entre dans la résistance active. Un nouvel aumônier le remplace, « *moins à gauche* » et surtout plus fidèle. Vichy tente aussi d'imposer, malgré la défiance de Segonzac, une conférence de Doriot qui cherche à trouver des volontaires pour se battre sur le front de l'Est.

Le retour de Laval, le 18 avril 1942, rend évidente l'impuissance politique du « maréchal ». De plus, Uriage a perdu le soutien de Philippe Pétain et des traditionalistes des mouvements de la Jeunesse (Lamirand et La Porte du Theil se méfient du « *vieux chef* »). Privé de son unique appui politique, Segonzac contacte la Résistance ; une rencontre est organisée avec le capitaine Pierre Sonnevile, agent du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) [13]. Il est question de mettre en place le réseau Marco Polo dans la région lyonnaise. Les principales personnalités d'Uriage imitent la démarche du « *vieux chef* » ; le choc de Stalingrad annonce de nouvelles perspectives politiques, pour les plus opportunistes, il est temps de trouver de nouveaux alliés.

Lamirand annonce la fermeture d'Uriage. Le 11 février 1943, le château d'Uriage reçoit ses nouveaux locataires : la Milice dirigée par le SS Darnand. Beuve-Méry et Segonzac décident de créer un Ordre d'Uriage regroupant une petite minorité de la communauté. Le Conseil de l'Ordre est composé, dans un premier temps, de Joffre Dumazedier, Gilles Ferry, Hubert Beuve-Méry et Pierre de Segonzac. Les consignes sont strictes, l'Ordre est une société secrète, accessible à une élite qui doit se méfier principalement des juifs, des francs-maçons et des communistes : « *Se protéger rigoureusement des francs-maçons en évitant actuellement une attitude hostile à leur égard. Du moins doit-on veiller absolument à ce qu'aucun d'eux ne s'introduise dans l'Ordre. De la même façon les israélites ne sont pas admis comme membres de l'Ordre, non plus que*

comme novices. Si nous sommes résolument hostiles à l'antisémitisme, surtout tel qu'il est pratiqué depuis l'armistice, nous ne devons pas sous-estimer le danger d'une revanche juive ni méconnaître l'existence d'une internationale juive dont les intérêts sont opposés à ceux de la France ».

À côté de cet ordre secret sera constitué un mouvement destiné à se développer dans les maquis : les Nouvelles équipes de la renaissance française (NERF). Ainsi, des intellectuels compromis dans la Collaboration avec l'occupant nazi se garantissent mutuellement leur recyclage dans la Résistance. Volant au secours de la victoire, ils adaptent leur discours sur la décadence et la renaissance à leur nouvel auditoire. La faute n'est plus aux juifs et aux républicains et le salut n'est plus offert par le « maréchal », c'est au contraire désormais la faute au « maréchal » et le salut par De Gaulle et les anglo-américains.

Au total l'école aura reçu près de quinze cent stagiaires, comme Simon Nora ou Roger Stéphane et de prestigieux conférenciers : les dominicains Marie-Dominique Chenu, Ambroise-Marie Carré, le jésuite Henri de Lubac, mais aussi le philosophe Gabriel Marcel, Edmond Michelet, Jean-Marcel Jeanneney, Paul Claudel, Louis Salleron, Alfred Fabre-Luce, Daniel-Rops, Claude Roy, Wilfrid Baumgartner.

La collaboration idéologique avec les États-Unis

Les membres du Bureau d'études et de l'Ordre d'Uriage, en s'engageant dans la Résistance, abandonnent l'idéal révolu de la Révolution nationale. Ayant suffisamment tôt retourné leur veste, ils obtiennent, à la Libération, des places de confiance. Beuve-Méry [14], sur la demande du général de Gaulle, crée, en 1944, le quotidien national *Le Monde*. L'équipe d'*Esprit*, très proche des réseaux pro-états-uniens (notamment le Commissariat au Plan), est dirigée par des disciples de Mounier, Béguin puis Jean-Marie Domenach. La revue, tout en gardant un discours catholique et social, accueille des intellectuels vantant « l'Amérique de gauche », des combattants de la Guerre froide culturelle comme Michel Crozier. Joffre Dumazedier et Paul-Henry Chombart de Lauwe entrent au centre d'études sociologiques (CES), un organisme recevant des crédits des planificateurs.

Leur recyclage terminé, les anciens d'Uriage, dont on ne sait s'ils ont ou non dissous leur Ordre, popularisent leur version de leur histoire. Ainsi se crée le mythe d'un Uriage qui aurait échappé au « maréchal » et serait devenu un centre de la Résistance.

Denis Boneau

[1] On désigne souvent l'État français par l'expression « régime de Vichy » par référence à la ville thermale qui lui servit de capitale. Cette appellation impropre, outre qu'elle est désobligeante pour les Vichyssois, vise à en minimiser la légitimité et l'autorité.

[2] L'expression est de Raymond Aron.

[3] Robert O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Seuil, 1973.

[4] En droit, maréchal n'est pas un grade militaire, mais une dignité. Il l'a perdu par son

comportement et cette indignité a été constatée à la Libération. Il était alors désigné administrativement comme ex-maréchal. Nous placerons donc maréchal entre guillemets pour éviter tout anachronisme.

[5] Lyautey (1854-1934), surnommé « le bâtisseur d'empire » et « Lyautey l'africain », est connu pour son œuvre de pacification coloniale, principalement au Maroc. Sa doctrine, exposée dans la *Revue des deux Mondes*, insiste sur la nécessité de donner « un rôle social à l'officier ».

[6] Le marquis Xavier de Virieu fut proche du colonel de la Rocque, chef du mouvement des Croix de feu, qui participe à l'insurrection du 6 février 1934, puis du Parti social français. Son fils, François-Xavier de Virieu, conduisit une brillante carrière de journaliste, du *Monde* à la direction de l'information de la seconde chaîne de télévision.

[7] Antoine Delestre, *Uriage, une école et une communauté dans la tourmente, 1940-1945*, Presses universitaires de Nancy, 1989.

[8] Le 5 Juillet 1940, l'état-major confie au général La Porte du Theil, ancien élève de Polytechnique et commissaire de la province parisienne des scouts de France, le commandement d'un contingent de 50 000 jeunes, le contingent de juin démobilisé après l'Armistice du 22 juin. La Porte du Theil va créer pour eux les Chantiers de la Jeunesse, un instrument qu'il veut au service du « maréchal » et de la Révolution nationale. Le 18 janvier 1941, une loi rend obligatoire un stage de huit mois dans les Chantiers pour tous les jeunes âgés de vingt ans. Au total 380 000 « stagiaires » y passeront. Le 14 juin 1944, les Chantiers, totalement hors contrôle sont supprimés. La Porte du Theil est arrêté et emprisonné sur le territoire du Reich. Après la guerre, il se retire dans la Vienne où il fut le maire d'une petite commune près de Poitiers (Sèvres-Anxaumont).

[9] Les règles d'Uriage sont formulées dans un document interne, « confidentiel », intitulé *La mission, l'esprit et la règle d'Uriage*. Antoine Delestre, *Uriage, une école et une communauté dans la tourmente, 1940-1945*.

[10] Henri Moysset, professeur au Centre d'études navales, traditionaliste convaincu, a publié les éditions complètes de Proudhon.

[11] Hubert Beuve-Méry est né à Paris en 1902. Après un doctorat de droit, il assure la direction de 1928 à 1939, de la section juridique de l'Institut français de Prague ; parallèlement il est correspondant du quotidien *Le Temps*. Au début de la guerre, il collabore avec Jean Giraudoux au ministère de l'Information. Après l'expérience Uriage, il entre en contact avec la Résistance. En 1944, le général de Gaulle lui confie la tâche de créer *Le Monde*, journal lancé le 11 décembre 1944. Sous sa direction (il en est à la fois le gérant et le directeur), le quotidien devient une référence incontournable pour la classe dirigeante. Il se retire le 21 décembre 1969 après les événements de 68 qu'il a vivement critiqués.

[12] Hubert Beuve-Méry, « Révolutions nationales, révolution humaine », *Esprit*, 98, mars 1941.

[13] Le BCRA est un service de renseignement et non pas un réseau de résistance. Il est dirigé par André Dewavrin, alias colonel Passy, un ancien membre du complot de la Cagoule. À la fin de la guerre, le BCRA récupère les cagouleurs de Vichy et les intègre dans ce qui va devenir la DGER.

[14] Beuve-Méry écrit en 1944, à la veille du débarquement : « *Les américains constituent un réel danger pour la France (...) Les américains peuvent arrêter une révolution nécessaire, et leur matérialisme n'a pas la grandeur tragique du matérialisme des régimes totalitaires* ». Cité par Jean-François Revel in *L'obsession anti-américaine : son fonctionnement, ses causes, ses inconséquences*, Plon, 2002.

Woodward porte-parole de Powell

Analyse

Gareth Evans et Stephen Ellis de l'International Crisis Group reviennent dans *Le Monde* sur la tragédie rwandaise. Ils s'appuient sur la version communément admise des événements dans le monde anglo-saxon : le génocide n'est pas le fruit d'un plan déterminé, mais la conséquence d'une idéologie de haine. Sur cette base, il faut admettre qu'il eut été possible d'intervenir pour s'y opposer. Toutefois l'idéologie kouchnérienne du droit d'ingérence est aujourd'hui rejetée par tous, tant on a pu vérifier sa fonction coloniale. Les deux auteurs proposent donc de trouver une base juridique nouvelle à ce type d'intervention. Ils préconisent de poser la responsabilité des gouvernements à protéger leur population et le droit de la communauté internationale de se substituer à eux si leur carence est constatée. Cette manière de voir repositionne la question du domaine moral, sinon paternaliste, du kouchnérisme vers le champ politique de la légitimité du pouvoir.

The Independent reproduit des extraits de l'intervention de Chris Cramer, directeur exécutif de CNN international, au Congrès Newsworld de Singapour. Il souligne que les journalistes sont devenus des cibles dans les derniers conflits, au point que leur chance de survie est huit fois moindre que celle des GI's engagés dans les combats. Il s'abstient d'indiquer d'où viennent les tirs, mais cela est suffisamment connu : un journaliste non-embarqué dans les troupes de la Coalition est considéré comme trop indépendant et dangereux pour la communication de la Coalition.

Le totalitarisme du régime Bush n'est plus seulement dénoncé de l'extérieur, par ceux qui en sont victimes, mais aussi de l'intérieur par ceux qui ne voudraient pas en être complices. Sidney Blumenthal, ancien conseiller de Bill Clinton, observe dans le *Guardian* que pour obtenir les informations qu'il relate

dans son dernier livre, Bob Woodward devait être renseigné par Colin Powell. Une remarque qui d'ailleurs peu s'appliquer non seulement à *Plan d'attaque*, mais aussi à son livre précédent, *Bush s'en va-t-en guerre*. Il nous apprend donc ce que Powell pense de l'équipe dans laquelle il travaille, de son idéologie et de ses méthodes, au point de désigner les néo-conservateurs qui gravitent autour du vice-président Dick Cheney comme le « Bureau de la Gestapo ». Une analogie qui ne doit rien à la dérision.

Comme pour illustrer le niveau auquel les néo-conservateurs ont abaissé le débat politique, Max Boot vient à la rescousse d'Halliburton, la société dont Dick Cheney fut le PDG, dans le *Los Angeles Times*. Dans cette campagne électorale où il se permet tous les coups, il commence par stigmatiser des propos attribués à John Kerry avant de souffler qu'ils sont d'Oussama Ben Laden. En s'en prenant à la société Halliburton, les démocrates seraient donc les alliés objectifs des terroristes.

Michael Ancram, « ministre » des Affaires étrangères du cabinet fantôme, se gausse dans le *Guardian* de la dernière volte-face de Tony Blair. Après s'y être farouchement opposé, le Premier ministre a décidé de convoquer un référendum sur la Constitution européenne. Cependant, si le *non* l'emportait, il ne serait pas interprété par tous de la même manière. Pour les travaillistes, cela signifierait qu'il faut modifier le texte de Constitution, tandis que pour les conservateurs cela voudrait dire que les britanniques refusent le principe d'une Constitution et d'une Union supra-nationale.

Réseau Voltaire

Gareth Evans, Stephen Ellis



Gareth Evans est président de l'International Crisis Group. Il est ancien ministre des affaires étrangères australien (1988-1996). Il a été rapporteur sur les questions de sécurité du Forum économique mondial de Davos.

Stephen Ellis est directeur du programme africain de

« Après le génocide du Rwanda, la mémoire ne suffit pas »

Source : Le Monde

Référence : « Après le génocide du Rwanda, la mémoire ne suffit pas », par Gareth Evans et Stephen Ellis, *Le Monde*, 23 avril 2004.

Beaucoup a été dit sur le génocide rwandais de 1994, mais il faudra plus que des souvenirs pour éviter le prochain génocide. L'Afrique est le continent qui nécessite le plus de vigilance car l'idéologie qui a conduit au génocide au Rwanda n'y a pas disparu du fait du manque de réaction face aux exactions. La communauté internationale doit être mieux préparée à répondre à ces situations quand elles deviennent explosives.

Il faut avant tout combattre les idées reçues naturellement répandues dans un monde où tant de gens ont dû se battre contre le colonialisme, et rappeler que la souveraineté des États n'est pas un permis de tuer. Elle implique la responsabilité de protéger son peuple et si on renonce à cette responsabilité, elle revient à la communauté internationale. Il faut sortir de la controverse sur

l'International Crisis Group.

le « droit d'ingérence » pour adopter la problématique de la « responsabilité de protéger », concept développé par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États. Il s'agit d'une idée qui fait son chemin.

Autre problème, les effectifs militaires disponibles de l'ONU sont insuffisants et les États n'assument pas leur part de responsabilité. Seuls des pays ou des coalitions compétentes peuvent faire respecter la paix. Une telle force manque à l'Afrique et les missions de maintien de la paix reviennent aux États-Unis et à l'Europe. Avec l'opération Artémis, la France a empêché un génocide et a démontré qu'une mission de paix était possible en dehors de l'OTAN.

L'engagement français a cependant été trop court. Il faut résoudre le dilemme des interventions en Afrique subsaharienne où les grandes puissances ont les moyens, mais pas la volonté d'intervenir. C'est pourquoi il faut soutenir l'aide de l'Union européenne de 300 millions de dollars visant à financer cinq brigades régionales multinationales de maintien de la paix en Afrique.

Chris Cramer



Chris Cramer est le directeur exécutif de CNN International.

« Les journalistes en guerre sont désormais considérés comme des cibles »

Source : The Independent

Référence : « Journalists in wars are now considered targets », par Chris Cramer, *The Independent*, 22 avril 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé au Newsworld Asia de Singapour.

Si vous étiez un membre des forces armées états-uniennes en Irak au moment où a commencé l'offensive en Irak, votre chance de mourir était d'une sur 1000, si vous étiez journaliste, votre chance de mourir était d'une sur 125. Les attaques contre les journalistes ne sont plus exceptionnelles et les médias ne sont plus des dommages collatéraux, ce sont des cibles désignées.

CNN n'acceptera jamais de voir ses journalistes porter des armes pour leur protection, mais nous devons nous assurer qu'ils sont bien protégés. La situation actuelle pourrait pousser des journalistes à cesser de travailler dans les zones en guerre et laisser seules les agences de presse pour faire le sale boulot. Cela aiderait ceux qui veulent nous museler et si cela arrivait, le journaliste tel que nous le connaissons, mourrait.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

« Ce que Colin Powell a vu, mais n'a pas dit »

Source : The Guardian

Référence : « What Colin Powell saw but didn't say », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 22 avril 2004.

Le dernier livre de Bob Woodward, *Plan of Attack* apporte de nouveaux documents significatifs qui démontrent une fois de plus les abus gouvernementaux et les pratiques anticonstitutionnelles qui ont précédés l'attaque de l'Irak aux États-Unis. Ces méthodes ne sont pas sans rappeler celles utilisées par Reagan dans le scandale Iran-Contras. La Guerre d'Irak a été conçue par le président de façon à faire échapper le processus aux contre-pouvoirs. L'affaire Iran-Contras avait entraîné une purge des néo-conservateurs dans l'administration Reagan (Elliot Abrams, **Richard Perle**) alors que désormais ils sont au cœur du pouvoir.

Woodward note ainsi qu'en juillet 2002, **George W. Bush** a amorcé des préparatifs de l'attaque en Irak qui ont coûté 700 millions de dollars, une dépense que le Congrès n'a pas autorisée. Il affirme également que le plan d'attaque de l'Irak a été montré avant son déroulement à l'ambassadeur saoudien aux États-Unis alors qu'il était interdit de le montrer à un étranger. **Colin Powell** n'a eu connaissance de ce plan qu'après l'ambassadeur, sur demande de **Condoleezza Rice**.

Il semble évident que la révélation de cette histoire à Woodward est le fait de Powell lui-même et que ce livre reflète donc ce que pense le secrétaire d'État : le gouvernement est sous le contrôle du « bureau de la Gestapo » néo-conservateur sous la direction de **Dick Cheney**. Le livre décrit également comme Powell a voulu rejeter le dossier en faveur de l'attaque de l'Irak fourni par le chef de cabinet de Cheney, Lewis Libby, mais finalement a joué au bon soldat.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste

« Ne blâmez pas Halliburton »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Don't Blame Halliburton », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 22 avril 2004.

Halliburton a été brocardée la semaine dernière par **John Kerry**. Il a affirmé que la Guerre d'Irak avait été menée au profit « des vendeurs de guerre et à ceux qui administrent les politiques mondiales derrière le rideau » et que cette guerre avait rapporté « des milliards de dollars aux grandes entreprises, aussi bien celles qui fabriquent des armes que celles qui reconstruisent l'Irak, comme

réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

Halliburton et ses entreprises sœurs ».

Oups ! Excusez moi, ça n'était pas Kerry, c'était Oussama Ben Laden, ou au moins un homme prétendant être Ben Laden sur une cassette audio. Le rapprochement de la rhétorique des démocrates avec celle d'Al Qaïda devrait pousser les démocrates à en changer et à cesser de diaboliser cette entreprise. Ce d'autant plus qu'il s'agit d'une entreprise qui a eu 33 morts parmi ses employés qui aidaient nos troupes.

Il y a deux types d'attaques contre Halliburton. La première est l'accusation selon laquelle l'entreprise a profité de l'influence de **Dick Cheney**, son ancien PDG, pour obtenir des contrats en Irak alors même qu'elle procure du matériel à l'Armée depuis qu'elle a remporté le marché en 2001 pour l'équipement des militaires. Elle a également démontré son savoir faire dans les années 90 en Bosnie et au Kosovo, un savoir faire reconnu par Al Gore. Malgré cette expérience, Halliburton est également accusée de prendre avantage des contrats pour réaliser des profits injustes notamment par l'emploi de sous-traitants qui surfactureraient leurs services. Pendant Halliburton affirme que chaque dépense est justifiée et elle est soutenue par des responsables militaires. En outre Halliburton gagne peu en Irak en travaillant au service du gouvernement et en prenant des risques.

En fait, en se concentrant sur Halliburton, on perd de vue les dépenses excessives perpétuelles du **Pentagone**, liées à une bureaucratie démesurée. Ce système bureaucratique est extrêmement dommageable et ce encore plus en Irak.

Michael Ancram



Michael Ancram est député conservateur britannique et ministre des Affaires étrangères du cabinet fantôme.

« Si la population britannique vote non, l'Europe l'en remerciera »

Source : The Guardian

Référence : « If the British people vote no, Europe will thank them », par Michael Ancram, *The Guardian*, 22 avril 2004.

Tony Blair est désespérément préoccupé par sa place dans l'histoire. Il semble qu'il apparaîtra comme le moins sincère des Premiers ministres des temps modernes. Il a encore opéré une volte-face à propos du référendum sur la constitution européenne, sous la pression des conservateurs et de certains de ses propres députés. Il n'a pas encore expliqué ce qui l'avait fait changer d'avis. Si les Britanniques votent pour le « oui », les conservateurs, qui feront campagne pour le « non », respecteront ce résultat. Mais si les Britanniques votent pour le « non », alors un gouvernement conservateur poserait son veto à toute constitution alors que les travaillistes se contenteront de renégocier le texte. Nous avons besoin d'un débat honnête sur ce sujet, mais Tony Blair veut le détourner en en faisant un débat pour ou contre l'Europe alors qu'il ne s'agit que de savoir si nous acceptons ce texte ou non.

En réalité, si les Britanniques refusent ce texte, ils rendront service à l'Union européenne qui pourra alors se moderniser sur de nouvelles bases en ayant le Royaume-Uni à sa tête dans ce mouvement. Notre position est claire : l'Union

européenne n'a pas besoin d'avoir une constitution : les États membres en ont déjà une et peuvent signer des traités, l'Union européenne n'est pas un État nation. Il faut une Europe flexible, moins bureaucratisée et plus concentrée sur la compétitivité internationale. Si on donne plus de compétence à l'Union européenne, l'économie britannique sera plus régulée et, surtout, l'Union deviendra un État supra-national auquel les États membres devront se soumettre.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .